



Assemblée générale

Distr. limitée
12 juin 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 19 b) de l'ordre du jour

Développement durable : suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Égypte* : projet de résolution*

Organisation de l'examen de haut niveau des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions [71/225](#) du 21 décembre 2016 et [72/217](#) du 20 décembre 2017,

- 1. Décide* que l'examen de haut niveau s'articulera autour d'une séance plénière d'ouverture suivie de deux tables rondes multipartites, ainsi que d'un dialogue interactif et d'une séance plénière de clôture ;
- 2. Décide également* que l'examen de haut niveau sera présidé par le Président de l'Assemblée générale ;
- 3. Réaffirme* que l'examen de haut niveau devrait offrir à la communauté internationale l'occasion de procéder à une évaluation approfondie des progrès réalisés, des enseignements tirés de l'expérience et des obstacles rencontrés dans l'application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)¹ et de convenir de ce qu'il faut faire pour mieux s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité des petits États insulaires en développement ;
- 4. Prie* son président de désigner deux coprésidents, l'un issu d'un petit État insulaire en développement et l'autre d'un pays développé, qui faciliteront les consultations intergouvernementales à l'issue desquelles sera établie, notamment à

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ Résolution [69/15](#), annexe.



partir des idées proposées lors des réunions préparatoires, une déclaration politique concise et pragmatique, qui sera adoptée au niveau intergouvernemental comme document final de l'examen de haut niveau ;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatorzième session, un rapport sur le suivi et l'application des Orientations de Samoa, y compris les progrès accomplis et les problèmes persistants rencontrés, et sur l'application de la présente résolution, et, pour l'établissement de ce rapport, de consulter les États Membres et les fonds et programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les commissions régionales, selon qu'il conviendra, en tenant compte des travaux des entités du système des Nations Unies, ainsi que de toutes les organisations nationales, sous-régionales ou régionales compétentes, en vue de faire le point des progrès accomplis et de les analyser, et d'y inclure une section comportant un récapitulatif des mesures qui ont été prises ou qu'il est prévu de prendre pour renforcer la coordination et la complémentarité des activités que le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau du Haut-Représentant mènent à l'appui du développement durable des petits États insulaires en développement, et demande que ce rapport soit publié au début de 2019, durant sa soixante-treizième session, à l'issue des réunions préparatoires régionales et interrégionales de l'examen de haut niveau, de telle sorte qu'il puisse être utile aux consultations intergouvernementales ;

6. *Invite* les membres associés des commissions régionales à participer, conformément à son règlement intérieur, à l'examen de haut niveau, ainsi qu'à son processus préparatoire, en qualité d'observateurs, comme lors de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement tenue à Apia du 1^{er} au 4 septembre 2014 ;

7. *Invite* tous les États Membres, ainsi que les États membres des institutions spécialisées et des organisations et organismes régionaux ou internationaux compétents à participer pleinement, conformément à son règlement intérieur et à celui du Forum politique de haut niveau, aux activités préparatoires et à l'examen de haut niveau ;

8. *Demande instamment* aux États participants de se faire représenter au plus haut niveau possible à l'examen de haut niveau, notamment par des chefs d'État ou de gouvernement ;

9. *Invite* les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des commissions régionales, ainsi que les responsables des organisations et entités intergouvernementales dotées du statut d'observateur auprès d'elle, à participer, selon qu'il convient, à l'examen de haut niveau, conformément aux règles et procédures qu'elle a établies ;

10. *Souligne* qu'il importe que la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales et d'autres grands groupes, participent effectivement aux préparatifs de l'examen de haut niveau et qu'il convient de prendre les dispositions voulues, compte tenu de la pratique et de l'expérience de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, pour qu'ils puissent apporter des contributions de fond et un concours actif aux réunions préparatoires et à l'examen de haut niveau et, dans ce contexte, invite son président à proposer aux États Membres, après les avoir consultés, des modalités appropriées pour les associer effectivement à l'examen de haut niveau ;

11. *Engage* les organisations des grands groupes concernés qui ne sont pas actuellement accréditées auprès du Conseil économique et social à demander à participer en qualité d'observateurs à l'examen de haut niveau, ainsi qu'aux réunions préparatoires, conformément à son règlement intérieur, selon les procédures

d'accréditation établies lors de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement ;

12. *Prend acte* des travaux menés au titre du Cadre de partenariats pour les petits États insulaires en développement, créé afin de suivre et d'assurer la pleine exécution des engagements pris pour permettre un suivi efficace et rationnel des partenariats existants et encourager l'établissement de nouveaux partenariats en faveur du développement durable des petits États insulaires en développement qui soient véritables et durables, et à cet égard, appuie l'examen en cours du Cadre, qui nourrira l'examen de haut niveau des Orientations de Samoa prévu en 2019 ;

13. *Demande instamment* aux gouvernements et à toutes les organisations internationales ou régionales concernées, aux fonds et programmes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux commissions régionales, aux institutions financières internationales et au Fonds pour l'environnement mondial, ainsi qu'aux autres organisations intergouvernementales et aux grands groupes, d'agir sans tarder pour assurer l'application effective et le suivi des Orientations de Samoa, notamment de continuer à mettre au point et à exécuter des projets et des programmes concrets ;

14. *Demande* qu'il soit pleinement et concrètement donné suite aux engagements, programmes et objectifs adoptés à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et que soient appliquées, à cette fin, les dispositions relatives aux modalités d'exécution prévues dans les Orientations de Samoa, et engage les petits États insulaires en développement et leurs partenaires de développement à continuer de procéder à de vastes consultations afin de continuer à mettre au point des projets et des programmes concrets visant à appliquer les Orientations de Samoa ;

15. *Demande également* à la communauté internationale d'appuyer les efforts faits pour examiner les progrès de l'action menée, dans le cadre de l'application des Orientations de Samoa, pour s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité dans les petits États insulaires en développement, notamment en facilitant la participation de ces États aux activités d'examen ;

16. *Recommande* que les petits États insulaires en développement soient consultés davantage, plus étroitement et plus tôt aux fins de la planification et de la coordination, le cas échéant, des activités consacrées à l'examen de haut niveau des Orientations de Samoa et souligne qu'il importe de renforcer le dialogue entre les petits États insulaires en développement et les organismes des Nations Unies qui s'occupent de questions les concernant.